



LES CLASSEMENTS INTERNATIONAUX UTILITÉS ET ENJEUX POUR LA TUNISIE

Abdelkader BOUDRIGA

Maître de conférences

Banque, Finance & Gouvernance

IHEC, Carthage

1 - INTRODUCTION

Les classements fournissent une idée instantanée de la réussite d'un pays comparativement à d'autres. Ce qui évite de passer par des analyses complexes de tas de données et d'informations. Les pays sont ainsi classés selon leur niveau de vie, la qualité des institutions, le degré de démocratisation ou l'attractivité de l'environnement des affaires.

Ainsi, plusieurs classements sont produits par des institutions officielles multilatérales mais également par des groupements professionnels ou de cabinets spécialisés dans le suivi et l'analyse économiques et financières notamment.

Ces classements ou rankings contribuent souvent à forger l'opinion de publics avertis (investisseurs, bailleurs de fonds, institutions financières internationales) mais aussi du commun des mortels en raison de la surmédiation des annonces de ces classements. Ce qui peut avoir des conséquences importantes sur l'image et la réputation du pays mais aussi sur la popularité des gouvernements en place.

La Tunisie a fait l'objet ces dernières années de plusieurs dégradations dans les principaux classements et ratings : Moodys, S&P et Fitch mais aussi Doing Business et classement de compétitivité économique publiés par le World Economic Forum. Le pays a été même inclus dans deux listes noires concernant la lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme (GAFI) et les paradis fiscaux (Ecofin, UE). Les informations concernant la dégradation du classement du pays sont relayées par tous les médias et alimentent les discussions sur les réseaux sociaux.

Les ratings des pays ont connu un développement considérable durant ces dernières années. Résultats conjugués du développement des outils de traitement et d'analyse des informations et de la disponibilité des données et statistiques sur différentes dimensions économiques, sociales et culturelles. Ces ratings sont souvent basés sur des indicateurs composites pour évaluer la performance d'un

pays. La publication des indices par les émetteurs sont accompagnés d'un engouement indéniable à la fois de la part de l'opinion publique et des cercles spécialisés et ce en raison de leur valeur en tant qu'outils de communication et d'aide au design de réformes de politiques publiques. Cet intérêt soutenu continu à être observé en dépit de nombreuses limites méthodologiques que leur construction et mesure posent.

Ces limites méthodologiques sont d'autant plus importantes en raison de la nécessité d'étendre le champ d'analyse dans le temps mais également à cause des interactions au niveau micro et macro des dimensions examinées avec d'autres aspects des politiques publiques.

Tableau 1 : Liste des classements

Economie	Emetteur
Composite of Leading Indicators	OCDE
Economic Freedom of the World Index	Economic Freedom Network
OECD International Regulation Database	OCDE
Economic Sentiment Indicator	European Commission
Internal Market Index	European Commission
Business Climate Indicator	European Commission
Doing Business	Banque Mondiale
Index of Economic Freedom	Heritage Foundation & Wall Street Journal
Economic freedom	Fraser Institute
<i>WJP Rule of Law Index</i>	World Justice project
Environnement	
Environmental Sustainability Index	World Economic Forum
Wellbeing Index	Prescott-Allen
Sustainable Development Index	UN
Synthetic Environmental Indices	Isla M.
Eco-Indicator 99	Pre Consultants
Concern about Environmental Problems	Parker
Index of Environmental Friendliness	Puolamaa
Environmental Policy Performance Index	Adriaanse
Globalisation	
Global Competitiveness Report	World Economic Forum
Transnationality Index	UNCTAD
Globalisation Index	A.T. Kearny
Globalisation Index	World Markets Research Centre

Economie	Emetteur
Société	
Human Development Index	UN
Corruption Perceptions Index	Transparency International
Overall Health Attainment	WHO
National Health Care Systems Performance	King's Fund
Relative Intensity of Regional Problems	EC
Employment Index	Storrie and Bjurek
Press freedom index	Reporters sans frontières
Technologie/Innovation	
International Innovation Index	The Boston Consulting Group
Summary Innovation Index	EC
Networked Readiness Index	CID
National Innovation Capacity Index	Porter and Stern
Investment in Knowledge-Based Economy	EC
Performance in Knowledge-Based Economy	EC
Technology Achievement Index	UN
General Indicator of Science and Technology	NISTEP
Information and Communications Technologies Index	Fagerberg
Success of Software Process Improvement	Emam

Source : OCDE et auteurs

2 - GENÈSE DES CLASSEMENTS

L'émergence de la notation remonte à la seconde moitié du dix-neuvième siècle, conjuguée au développement des marchés financiers aux Etats-Unis. L'évolution de cette activité peut être subdivisée en deux périodes : la période avant la deuxième guerre mondiale et celle d'après. Si la première période a vu la création des agences de notation et la définition de leurs activités et méthodologies, la seconde est la période de développement et d'affirmation du rôle de ces agences aussi bien aux Etats-Unis que dans les autres pays (Raimbourg, 1990). La notation des pays s'est développée un peu plus tard.

Le développement des rankings des pays à l'échelle internationale s'est développé tardivement comparativement aux ratings des entreprises. La première vague de classement a vu le jour au début des années 1990 avec la publication des premiers classements sur les libertés économiques et financières (Heritage Foundation et Fraser Institute). Une deuxième vague de classements plus complexe a été observée durant les années 2000. Ce développement a fait suite à la publication de travaux de recherche

qui ont démontré les liens entre développement économique et plusieurs attributs liées à la qualité des institutions, les règles de droit, la démocratie, la facilité de conduire des affaires, notamment les travaux de Djankov et al (2002) qui ont donné lieu au classement doing business.

3 - TYPES DE CLASSEMENT

Nous distinguons trois catégories de classements. Les ratings souverains fournis par les agences de notation, les classements thématiques fondés sur des indices composites et les listes noires ou les black lists.

- **Classement par les agences de notation** : il s'agit d'un classement relatif d'un pays à faire face à ces engagements en temps et en heure. L'évaluation se fait sur la base de données quantitatives mais également d'évaluation réalisées par les analystes des agences. Dans le monde, il existe environ 200 agences de notation, mais trois d'entre elles se partagent 90% des parts de marché ; il s'agit de Standard&Poors, Moodys et Fitch ratings.
- **Classements thématiques** : il s'agit de classements relatifs traitant d'un thème ou un domaine précis. Ce sont en général des mesures composites qui classent tous les pays (ou du moins pour lesquels des données sont disponibles) utilisant différentes méthodes d'évaluation. Les pays sont ensuite classés par ordre croissant selon le score obtenu sur les différentes dimensions du ranking. Le classement de la compétitivité des économies élaboré par le World Economic Forum on est une parfaite illustration.
- **Black listing** : le blacklisting est un classement négatif des pays. Seuls les pays ne respectant pas les critères de conformité sont inclus dans la black list. Dans certains cas, des listes grises sont publiées pour les pays qui se conforment de manière partielle (par exemple la liste grise européenne des pays non coopérants en matière de lutte contre l'évasion fiscale). Les listes noires ont un impact nocif sur l'image du pays et sa réputation mais peuvent également impacter les relations économiques et financières du pays avec ces partenaires internationaux.

3.1- Mesures & évaluation

Les classements sont le plus souvent des indicateurs composites retraçant différents attributs objet du classement. Les attributs sont déclinés en dimension et sous-dimensions. Chaque dimension reçoit un score, lesquels sont agrégés pour fournir un score global.

Les indicateurs composites sont généralement utilisés pour synthétiser des indicateurs des variables individuelles. Un indicateur est une mesure qualitative ou quantitative obtenue à partir d'une série de faits observés qui sous-tendent un classement relatif dans un domaine donné. L'évolution de ce ranking dans le temps peut indiquer les changements de dynamiques sous-jacentes aux domaines de performance examinés.

Dans le contexte de l'analyse des politiques publiques au niveau national et international, les indicateurs permettent d'analyser les tendances de performance et fournir ainsi des éléments utiles pour attirer l'attention sur les dimensions à améliorer ou à suivre. On peut grouper les indicateurs en trois grandes familles :

- 1 - Les indicateurs individuels basés en général sur des données statistiques vérifiables et disponibles

- 2 - Les indicateurs thématiques qui résulte du regroupement d'indicateurs individuels mais qui se rattachent à une même thématique. Ils sont en général présentés de manière non composite c'est à dire sans agrégations. Il peut s'agir dans ce cas de compilation d'indicateurs quantitatifs ou qualitatifs.
- 3 - Les indicateurs composites qui consistent en des indicateurs thématiques mais qui ont fait l'objet d'agrégation pour produire un indicateur synthétique.

Les variables sélectionnées doivent permettre de retracer de manière fiable les attributs de la dimension que l'on souhaite évaluer qui nécessite souvent un cadre conceptuel qui sous-tend l'attribut à mesurer.

Les scores sont calculés sur la base de la perception d'un évaluateur expert (par exemple analyste risque souverain) ou sur la base de critères quantitatives. L'évaluation de la perception peut être faite par des questionnaires adressés à un public initié ou non à la question (en général des experts identifiés en tant que référents dans le domaine de la performance à évaluer). Il est également possible que l'évaluation soit faite par les experts évaluateurs (Democracy index) ou par des évaluateurs des pays pairs (GAFI).

Pour les critères quantitatifs, il s'agit de données statistiques généralement fournis par les institutions internationales sur les attributs à évaluer. Ces données sont ensuite transformées en valeurs numériques qui serviront à l'élaboration du score final.

Par ailleurs la qualité d'un classement est conditionnelle à la qualité des variables qui le sous-composent. Idéalement, la sélection des variables à inclure dans l'indice à construire doit se faire sur la base de la fiabilité, la pertinence et la capacité à rendre compte de l'attribut à examiner. Dans la pratique, les variables incluses dans les indices ne satisfont pas à ces conditions pour des raisons de disponibilité et de convenance. Ce qui impacte nécessairement la qualité des indices et par conséquent des classements produits.

4 - UTILITÉ DES CLASSEMENTS

Les classements ou ranking de pays sont de plus en plus utilisés pour faire des comparaisons entre les pays (cross-country) des performances des différentes nations sur des domaines tels que la compétitivité, la globalisation, l'innovation ou le développement durable. Leur popularité est reconnue pour effectuer des exercices de benchmarking pour permettre aux gouvernements et agences locales ou internationales pour identifier les éléments ou dimensions où le pays est sous-performant en vue de proposer des recommandations et des pistes d'amélioration pour les politiques publiques prioritaires.

Les indicateurs composites souvent utilisés pour classer les pays permettent une meilleure analyse de la performance économique, sociale ou environnementale que l'on cherche à évaluer. Par exemple, pour analyser les disparités dans le niveau de développement de différents pays, il est plus judicieux d'utiliser l'Indice de développement Humain (IDH) que de se suffire du taux de croissance du PIB qui reste focalisé sur une mesure comptable de la valeur ajoutée créée mais qui occulte les autres dimensions du développement.

L'intérêt d'un indicateur composite ne doit pas également occulter les problèmes méthodologiques inhérents à la construction et l'élaboration de telles classement. Notamment concernant le choix des pondérations, et l'interaction entre les différentes variables et sous-dimensions incluses dans l'indicateur ou l'indice et de ce fait, de leurs capacités à refléter réellement la performance de la dimension analysées.

De plus en plus, plusieurs classements ont vu leur importance et influence s'accroître. Par exemple depuis son adoption, le classement Doing Business (DBR) a donné lieu à plus de 3000 réformes dans tous les pays inclus dans le rapport. Cette influence trouve sa justification dans l'utilisation des classements comme benchmark pour les réformes par les institutions financières internationales mais également par le fait que ces classements se sont positionnés comme référence en matière de choix d'investissements et de conduite des affaires à l'échelle internationale.

Au même titre, même si elles ne le reconnaissent pas formellement, les résultats des différents classements sont repris par les agences de notation.

5 - CRITIQUES

Une des principales limites adressées aux classements des pays, c'est l'utilisation d'indices composites. S'agissant en général d'indicateurs de synthèse résultant de l'agrégation de sous-dimensions dont la teneur et la fiabilité peuvent être remises en question.

Pour faire face aux problèmes de fiabilité et de pertinence des données quantitatives disponibles, les classements proposés utilisent souvent, en plus des données quantitatives, des données qualitatives provenant d'informations collectées via des enquêtes qui sont adressés soit à un large public, soit à des experts reconnus dans le domaine étudié. L'utilisation des données qualitative issues d'enquêtes, bien qu'elle obéisse à des protocoles et des règles scientifiques strictes, soulèvent certains doutes concernant la qualité des classements qui en résultent.

Les soubassements idéologiques sous-jacent à ces indicateurs sont également considérés comme une défaillance essentielle de ces classements. Au fait, ces classements sont souvent développés par des institutions et organismes, officiels ou non, qui cherchent à défendre un point de vue souvent libéral. Par exemple, le DBR est fondé sur une hypothèse forte qui stipule qu'un meilleur cadre réglementaire pour la conduite des affaires aboutit à la réduction des inégalités et l'accélération du développement économique sans considérer en même temps les bienfaits sociaux de la régulation et les coûts (souvent élevés) afférents à la dérégulation.

Par ailleurs, ces classements considèrent un point de vue au niveau micro abstraction faite de l'impact au niveau macro des réformes qui en découlent. Plusieurs représentants de la société civile critiquent à ce titre le DB ranking, qui selon eux, privilégie les intérêts du monde des affaires à celui des citoyens et des pays. Par exemple, la Confédération Syndicale Internationale, considère que les 10 meilleurs pays ayant réalisé des améliorations de leur classement du DBR en 2017, ont en même temps enregistré une détérioration des droits des travailleurs. D'autres, pointent du doigt le fait que les recommandations découlant de ces classements n'ont pas permis de traiter les priorités des petites entreprises en termes de financement et de programmes d'appui.

Le troisième problème qui résulte du succès de l'utilité et l'intérêt accru des indices de classements, est que certains pays peuvent adopter des stratégies de recherche d'amélioration de classement (rank-seeking behaviour). Au fait, on se retrouve souvent dans des situations où des pays cherchent plutôt à améliorer leur score, plutôt que de mettre en place de véritables politiques visant à améliorer leur performance. Certains pays n'hésitent pas à afficher des objectifs de classement par rapport aux principaux indicateurs (DBR ou WEF).

Enfin, l'utilisation d'indices composites présente une limite connexe inhérente à la construction même d'indices composites ; c'est l'incertitude qui caractérise l'évolution des scores sur plusieurs périodes. Cette incertitude peut avoir des implications désastreuses si les indices / classement sont utilisés pour le design de politiques publiques ou de réformes économiques.

6 - LES CLASSEMENTS DE LA TUNISIE

Depuis le début des années 90, la Tunisie s'est engagée dans une stratégie de suivi de ces ratings et notations. Ainsi, les ratings souverains qui ont commencé en 1995 avec la notation de la Tunisie par les trois principales agences de notation ont connu une évolution positive jusqu'à 2010. Plus tard, l'agence japonaise R&I a également accordé un rating souverain à la Tunisie à l'occasion des sorties sur le marché Japonais (Emprunt Samourai). La Tunisie était l'un des premiers pays africains à avoir intégré la classe investment (investment grade) c'est-à-dire une notation BBB. Cette catégorie a permis au pays de bénéficier de taux de financement très faibles sur les marchés internationaux, même si à l'époque, la Tunisie n'a pas réalisé plusieurs sorties à l'international. Depuis 2011, les notes souveraines accordées par les trois principales agences se sont dégradées de manière soutenue et régulière en raison des difficultés économiques, des déficits publics, de l'instabilité politique et surtout de l'inefficacité des pouvoirs publics et leurs incapacités à mettre en place des politiques économiques effectives. Suite à la dégradation du rating de la Tunisie en 2014, par l'agence Standard & Poors, les autorités ont demandé la suspension de la notation et depuis, seules les deux agences Moodys et Fitch procèdent à l'évaluation de notre rating souverain. En mars 2018, notre classement a connu son plus bas historique pour atteindre le niveau de B2 pour Moodys et B+ avec perspective négative pour Fitch rating.

Les dégradations successives de la note souveraine de la Tunisie ont eu un impact direct sur le risque pays et donc sur les taux d'emprunts sur les marchés financiers internationaux avec un spread CDS qui a augmenté de +500 Pb depuis 2011.

En outre, la Tunisie a toujours eu une stratégie active pour le suivi et le monitoring de ces notations à l'échelle internationale. Ainsi, les rapports Doing Business et du World Economic Forum étaient étroitement suivis par les autorités publiques. Ce qui a valu à la Tunisie d'occuper la 69ème place en 2010 dans le DBR et la 32^{ème} place mondiale dans le classement de la compétitivité globale réalisant à l'occasion, un bond de 8 places en l'espace d'une seule année pour occuper la première position à l'échelle africaine et la quatrième au niveau panarabe. Ceci a été rendu possible certes, grâce aux réalisations macro-économiques, mais également à la faveur d'un comportement rank-seeking qui a permis de gagner des places pour donner suite à des réformes qui ont visé plus l'amélioration du classement qu'une vraie amélioration de la performance économique.

Depuis 2010, les classements de la Tunisie se sont tous détériorés à l'exception de ceux liés à la démocratie, la qualité des institutions ou la liberté de la presse, même si les progrès restent limités depuis. Cette détérioration s'explique d'un côté, par la dégradation des conditions économiques, des déséquilibres de la finance publique et de l'incertitude sociale et politique. Au fait, l'inefficacité des gouvernements, la baisse de la productivité, les pressions inflationnistes et la dégradation du climat des affaires, ont tous objectivement contribué de manière directe ou indirecte au déclin des ratings du pays.

Mais c'est aussi l'absence d'une vraie stratégie de suivi et de monitoring de ces classements qui fait défaut. Les visites des agences de notation ne sont plus «cadrées» de manière adéquate. On déplore également un manque de professionnalisme et de maturité de la part des acteurs qui sont en contact avec les évaluateurs ou qui participent dans les enquêtes. Même si

une pure stratégie de rank-seeking n'est pas souhaitable, il n'en demeure pas moins qu'il est essentiel d'assurer le monitoring des ces notations en raison surtout de l'impact que pourrait avoir ces dégradations (amélioration) sur les activités économiques et les relations financières et économiques avec les partenaires et les investisseurs internationaux.

On sait aujourd'hui l'impact qu'a eu l'inclusion de la Tunisie en 2017, dans les listes noires du GAFI et de l'UE. Deux domaines très sensibles et aux répercussions graves, qui sont la lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme et la lutte contre l'évasion fiscale. Il est clair que ce sont des erreurs de gestion et de prise en charge de ces deux dossiers qui nous ont coûté ce listing désastreux. D'autant plus que les coûts de correction sont très élevés en particulier sur la réputation et l'image.

Tableau 2 : Evolution des notes souveraines de la Tunisie depuis 1995 des principales agences de notation

	1995	1996	1997	1999	2000	2003	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Moody's	Baa3 -	Baa3 -	Baa3 -	Baa3 stable	Baa3 positive	Baa2 stable	Baa2 stable	Baa2 stable	Baa3 négative	Baa3 négative	Ba1 négative	Ba3 négative	Ba3 stable	Ba3 négative	B1 négative	B2 stable
Fitch	Baa3 -	BBB-	BBB-	BBB-	BBB- positive	BBB- positive	BBB- positive	BBB- positive	BBB- négative	BBB- négative	BB+ négative	BB- négative	BB- stable	BB- négative	B+ stable	B+ négative
S&P	Baa3 -	Baa3 -	BBB- stable	BBB- stable	Baa3 positive	Baa3 positive	Baa3 positive	Baa3 positive	BBB- négative	BB stable	BB négative	B négative	WR	WR	WR	WR

Tableau 3 : Principaux classements de la Tunisie

Classement	Emetteur	Champs	Méthodologie	Année de première publication et périodicité	Classement Tunisie 2018
Human Development Index	PNUD	Evalue le taux de développement humain des pays du monde. L'IDH se base sur trois critères : le PIB par habitant, l'espérance de vie à la naissance et le niveau d'éducation des enfants de 15 ans et plus.	Indice composite	1975	97
Global Competitiveness Index,	World economic forum		Repose à la fois sur des indicateurs statistiques et sur l'opinion des décideurs économiques et des dirigeants d'entreprises.	2004, Annuel	95/137
Ease of doing business index	World Bank Group	Les économies sont classées de 1 à 190 par rapport à la facilité d'y faire des affaires	Le classement est déterminé en fonction des scores de distance à la frontière agrégés par rapport aux 10 thématiques Doing Business	2002, Annuel	77/190

Index of Economic Freedom	Heritage Foundation & Wall Street Journal	L'indice classe les nations sur dix critères généraux de liberté économique en se basant sur les statistiques de la Banque mondiale, du FMI, et de l'Economist Intelligence Unit (société appartenant au même groupe que The Economist) : Liberté d'entreprise, liberté des échanges, Poids des taxes et impôts, Dépenses du gouvernement, Stabilité monétaire, Liberté d'investissement, Dérégulation financière, Protection de la propriété privée, Lutte contre la corruption, Libéralisation du travail	Le score total représente la moyenne arithmétique de dix indicateurs, chacun d'entre eux étant noté de 0 à 100, où 100 représente une liberté maximale	1995, Annuel	123/180
Economic freedom	Fraser Institute	Mesure le niveau de liberté économique sur la base de la taille du gouvernement, l'accès au financement, les droits de propriétés, la liberté de participer au commerce international, et la réglementation de l'accès des affaires et du travail		1996, Annuel	117/159
<i>WJP Rule of Law Index</i>	World Justice project	Mesure l'étendue de l'application en pratique des règles de droit.	Enquêtes ménage 110,000 et enquêtes experts 3,000	2008, Annuel	54/113
International Innovation Index	The Boston Consulting Group (BCG), the National Association of Manufacturers	Mesure la performance en matière d'innovation sur la base de la politique, l'éducation, l'infrastructure, et la complexité des modèles business	Données quantitative et données d'enquêtes sur 80 indicateurs	2009, Annuel	41/110
Corruption Perceptions Index	Transparency International	Niveau de perception de la corruption	Enquête auprès d'experts et hommes d'affaires	1995, Annuel	74/180

ICT Development Index (IDI)	United Nations International Telecommunication Union	Mesure le niveau et l'évolution des TIC dans un pays – indice composite de 11 sous-dimensions	Données quantitatives sur les variables	2001, Annuel	99/176
Press freedom index	Reporters sans frontières	Classement Mondial de la liberté de la presse : le pluralisme, l'indépendance des médias, l'environnement et l'autocensure, le cadre légal, la transparence et la qualité des infrastructures soutenant la production de l'information.	Analyse qualitative des réponses d'expert & relevé quantitatif des violences commises contre les journalistes	2002, Annuel	97/180
FATF blacklist	Financial Action Task Force	Liste des pays qui sont considérés non coopérants dans le domaine de la lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme	Evaluation par les paires sur 40 recommandations	2000, mise à jour périodique	Incluse en 2017
Liste noire des paradis fiscaux	Union européenne	Identifier les juridictions «non coopératives sur la base de 3 critères : Le refus de l'échange automatique d'informations, L'existence de mesure fiscales préférentielles dommageables, La non mise en œuvre des mesures de l'OCDE contre l'optimisation fiscale agressive	Enquêtes et dialogue entre le groupe de travail de l'Eurogroupe et les administrations fiscales de ces territoires,	2015, mise à jour périodique	Incluse en 2017
Democracy index	The Economist group	Evaluer le niveau de démocratie. Le calcul est basé sur 60 critères regroupés en cinq catégories : le processus électoral et le pluralisme, les libertés civiles, le fonctionnement du gouvernement, la participation politique et la culture politique.	Evaluation d'experts.	2006, Annuel	69/167

7 - CONCLUSION

L'utilisation d'indicateurs composites pour classer les pays connaît aujourd'hui une prolifération sans précédent. Les rankings thématiques s'imposent aujourd'hui dans les analyses comparatives et de benchmarking que ce soit pour le design de politiques publiques ou pour leur utilité aux investisseurs et participants aux activités économiques à l'échelle mondiale.

Leur fiabilité et pertinence soulève néanmoins beaucoup d'appréhension notamment concernant les méthodologies utilisées pour leur construction mais aussi pour les positions idéiques qu'ils soutiennent. Divers organismes et associations et même des agences officielles critiquent les critères utilisés, les variables incluses et même les théories et hypothèses économiques que supposent ces classements.

Face à l'importance accrue des ces classements et leur utilisation par les Institutions internationales pour la mise en œuvre de politiques économiques, plusieurs pays ont adopté des stratégies actives pour le monitoring et le suivi des rankings. On a même assisté à l'adoption des comportements du type rank-seeking à la faveur de vraies réformes visant l'amélioration de la performance du domaine examiné.

Les classements de la Tunisie ont connu une évolution défavorable durant les 8 dernières années en raison des difficultés économiques, de l'instabilité sociale et politique mais également à cause de l'absence d'une politique délibérée et formelle pour le suivi et le monitoring de ces rankings dont l'évolution impacte la réputation, l'image et nos relations avec les partenaires internationaux.

Il est plus que nécessaire d'appeler à la création d'une agence spécialisée dans la gestion des ratings ou de confier cette mission à une des agences existantes.